

PMU Paris pour progresser !

À COMPTER DU 1^{ER} NOVEMBRE 2022

TOUS LES JOURS DEVIENNENT DES JOURS DE GROS GAINS

Rendez-vous dans tous les points de vente ou sur *590# et www.lonacionline.ci

NOUVEAU CALENDRIER DES PARIS

ON A TOUS UNE BONNE RAISON DE JOUER

LONACI LOTERIE NATIONALE DE LA CÔTE D'IVOIRE

Paris de couverture : 2 SUR 4 - Coupé Pacé - Multi

L'INTELLIGENT

D'ABIDJAN

Le Quotidien Indépendant Dont Vous Avez Rêvé !



Quotidien d'informations générales
N°5099- 20ème année
MERCREDI 11 JANVIER 2023
Prix de vente 300 FCFA
infosintelligent@yahoo.fr
intelliabidjan@gmail.com
www.lintelligentdabidjan.info

**Retour au pays des 49
La réaction du Rhdp, le Mfa remercie Goïta**

Adama Bictogo, patrons de presse, journalistes

Un dialogue qui



ne s'arrête pas

Fonction publique avec Anne Ouloto



Des réformes qui font la différence

Audience à Daoukro

Ce que Kandia a dit à Bédié



Palais de la chefferie à Akouè Agban

Pourquoi Fabrice Sawégnon a été reçu



En réarmement moral à Assinie

Les 49 reçoivent



la visite de TBO avec un message du PR



A mon avis...

Pas d'accord avec la Fifa

Le football déchaîne toujours la passion dans le monde et suscite parfois des interrogations. Surtout au niveau du classement Fifa des équipes nationales. Je ne suis pas d'accord avec la Fifa, après son dernier classement, où le Maroc occupe la onzième position mondiale. Le comportement du Maroc à la coupe du monde au Qatar va au-delà d'une prouesse, ou d'un exploit, comme le revoit la presse française aux visages des africains. La Fifa oublie que le Maroc a battu l'Espagne et inquiété d'autres équipes européennes anciennes championnes du monde. Le Maroc classé onzième mondial par la Fifa, pose un problème de mépris, et particulièrement une tentative d'exclusion de l'Afrique. Il faut dire et dénoncer ce mauvais regard de la Fifa. Car, ce sont les professionnels africains qui alimentent les différents championnats européens : France, Allemagne, Espagne, Italie, Angleterre ou la Belgique. Il y'a un mépris pour le football africain. A mon avis, l'équipe du Maroc devrait être classée dans le Top

10, après le Qatar. Une logique de reconnaître la performance de l'équipe marocaine, qui a marqué l'histoire du football Africain et mondial. Le Maroc, demi-finaliste au mondial au Qatar n'a pas atteint ce sommet par hasard. Il a les mêmes espaces de constructions d'envergure sportive que la France, la Belgique, l'Espagne. Le centre sportif Mohamed VI est une innovation en Afrique et un mode de gestion du football moderne. Une meilleure cohérence pour l'efficacité de la pratique du football. A mon avis, la demi-finale du Maroc, n'est pas un exploit, ou une prouesse, selon la presse française. Sans doute, le caractère et le mental dominants des Marocains ont fait la différence. Quatrième podium au Qatar, et la vie sportive continue au Maroc. Seulement, que je ne suis pas d'accord avec la Fifa pour la onzième place mondiale attribuée à l'équipe Nationale Marocaine. La Fifa doit arrêter cette injustice sportive sur le continent. Quand je pense au <<Ballon d'or>> de France foot

attribué à Benzema, le français après un harcèlement de l'opinion et du jury de la presse française, au détriment du sénégalais Sadio Mané. La française a fait sa meilleure obligation pour imposer Benzema, et le jury du ballon d'or inondé de campagne de la presse française, ne s'est plus contenté du travail colossal du sénégalais. A l'origine, Sadio Mané est vainqueur de deux compétitions majeures : champion d'Afrique des Nations, et le sénégalais qualifie son pays pour la coupe du monde au Qatar. Finaliste de la ligue Européenne avec Liverpool. On le voit, ce parcours du Sénégalais dans une véritable démonstration du football, serait ballon d'or, face au français Benzema qui est resté sous la protection de la presse française, et de France-Foot organisation des ballons d'or. A ce contexte, il faut dire que l'histoire du ballon d'or ne retiendra jamais la performance d'un joueur de père et de mère africain, comme Lauréat..... Sauf Georges Weah, le Libérien en 1998. Il y'a 25ans.

Ben Ismaël

Audience à Daoukro

Ce que Kandia Camara a dit à Bédié

La Ministre d'État, Ministre des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine et de la Diaspora, S.E.Mme Kandia Kamissoko Camara était dans la cité de Daoukro, lundi 9 janvier 2023, pour y rencontrer le protecteur du prix Félix Houphouët Boigny.

Kandia Camara a été dépêchée à Daoukro, par le président de la République S.E.M Alassane Ouattara en vue de rencontrer son aîné Henri Konan Bédié Président du PDCI RDA, à qui il avait plusieurs messages à transmettre.

La ministre d'État Kandia Camara est arrivée à Daoukro, porteuse officiellement de l'information relative au Prix Félix Houphouët Boigny-UNESCO qui se tiendra cette année en Côte d'Ivoire précisément sur la terre natale du premier président ivoirien à Yamoussoukro dans le courant du mois de Février 2023.

Les deux personnalités politiques du Rhdp et du PDCI RDA, ont saisi l'occasion pour approuver le choix du Jury du prix Félix Houphouët Boigny-UNESCO 2022 qui s'est porté sur l'ancienne Chancelière Allemande Angela Merkel en



Kandia Camara et Henri Konan Bédié

reconnaissance de ses actions d'État pour l'accueil des réfugiés sur le sol allemand.

Le Président Henri Konan Bédié, protecteur du Prix FHB UNESCO a apprécié cette marque de considération du Président de la République qui a dépêché sa ministre des Affaires Etrangères pour lui donner officiellement l'information de cette nouvelle à Daoukro.

À la suite, de cette informa-

tion, la ministre Kandia Camara a exprimé, au nom du président de la République, ses condoléances au président du PDCI RDA qui a récemment perdu sa nièce et son neveu.

Auparavant, Kandia Camara a traduit au nom du président Ouattara, les vœux de bonne et heureuse année 2023 à l'ancien président de la République, Henri Konan Bédié.

Charles Kouassi avec sercom

Palais de la chefferie à Akouè Agban

Pourquoi Fabrice Sawégnon a été reçu

Pourquoi Fabrice Sawégnon a été reçu au Palais de la chefferie à Akouè Agban.

Dimanche 8 janvier 2023, le chef du village d'Agban Akoué, Guy-Placide Aké Adobi, a reçu Fabrice Sawégnon au palais de la chefferie, en présence de la notabilité, pour partager des moments de fraternité avec le patron de Lifetv et de Voodoo group.

Sawégnon est arrivé dans l'après-midi dans ce village situé à une dizaine de kilomètres de Bingerville et bordé par la lagune ébrié, accompagné des membres de sa famille « pour donner la bonne nouvelle », a souligné le chef de la grande famille Sawégnon.

Devant la notabilité réunie, Fabrice Sawégnon a expliqué les fondements de l'amitié qui le lie au chef Aké Attobi dont il est par ailleurs un frère, vu qu'il est lui-même un Tchagba de Locodjoro. Son nom de génération est Ahoua Laurent. Ce sont donc deux jeunes cadres

de la même génération qui se sont donné la main dimanche à la grande joie de la notabilité.

Le chef Aké Adobi a remercié le patron de Voodoo d'avoir fait le déplacement jusque dans son village, preuve, a-t-il souligné, de sa grandeur d'âme et de son humilité. « Il y a plusieurs façons de se rencontrer. Vous pouvez rencontrer des amis sur les bancs de l'école, d'autres au travail, mais ceux que vous rencontrez pendant des circonstances particulières deviennent vos vrais amis. Simplement parce qu'ils vous ont exprimé leur vraie personnalité avant de devenir votre ami (...) C'est donc Dieu qui nous a permis de nous rencontrer », a indiqué le chef d'Agban à la grande joie du village qui a salué ce moment de partage et de convivialité.

Comment s'exerce le pouvoir en pays Atchan |

Le chef Aké Attobi a également expliqué à la délégation de Sawégnon comment s'exerce le pouvoir en pays Atchan. « Ici, le pouvoir se transmet par génération. Ceux qui ont été chef de ce village étaient aussi jeunes que moi au moment de leur arrivée au pouvoir et celui qui me remplacera sera aussi jeune que moi », a-t-il insisté.

Guy-Placide Aké Attobi est surtout un chef dont le village respire la modernité et qui a une vision du développement semblable à celle du patron de Lifetv. Ils ont évoqué, au cours de cette rencontre, des projets communs de développement à même d'aider les habitants du village, très heureux de rencontrer Fabrice Sawégnon.

Avant de clore son discours, le chef d'Agban a lancé un appel solennel à travailler pour la paix et le développement de la Côte d'Ivoire.

Touré Abdoulaye avec sercom

MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION ET DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE

REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE
 Union – Discipline – Travail

COMMUNIQUE DU CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA PUBLICITÉ (C.S.P)

Le Conseil Supérieur de la Publicité (C.S.P) porte à la connaissance de tous les acteurs de l'écosystème de la communication publicitaire, titulaires de l'autorisation d'exercice des professions publicitaires en 2022, que conformément aux dispositions du décret n° 93-317 du 11 mars 1993 portant réglementation des professions publicitaires, l'autorisation des professions publicitaires est renouvelable chaque année.

A cet effet, le renouvellement des agréments pour l'exercice 2023 s'effectuera selon les périodes ci-dessous définies :

- Les agences conseils, du 10 janvier au 28 février 2023 ;
- Les règles publicitaires, éditeurs publicitaires et courtier en publicité, du 12 janvier au 10 mars 2023.

Lesdites sociétés sont donc invitées à accomplir les formalités y afférentes, dans les délais impartis, sur la plateforme SIGCP dont le lien d'accès est le suivant : csp.communication.gouv.ci

Infoline : 07 97 97 29 29 – 05 05 96 05 04 – 01 41 67 67 04

SIÈGE : Cocody II Plateaux 7^{ème} Tranche, Quartier Zinsou, Rue L 183, Lot 2838 BIS, lot 236 – 01 BP 3421 ABIDJAN 01
 Tél : 07 22 41 11 36/62 – Fax : 07 22 41 07 00 – Mobile : 07 68 53 14 09
 E-mail : csp-ecp@gmail.com

Siège : Riviera-Palmerale dans la cité Athena/Promoglm, Villa 43.
 Adresse postale : 19 BP 1534 Abidjan 19
 Téléphone : 27. 22. 45. 85. 25
 Société Editrice : SOCEF-NTIC, Sarl au capital de 5.000.000 FCFA

Directeur Général : **Alafé Wakili**
 Directeur de la publication : **Alafé Wakili**
 Directeur Général délégué :
Touré Haguib Joël : 07 47 57 24 71
 Directeur des rédactions - Rédacteur en chef central : **Charles Kouassi**

Rédacteur en chef par intérim :
Touré Abdoulaye : 07 08 16 91 13
 Publicité & Service commercial :
Cell. : 07 07 43 41 25 et 07 07 68 02 81
 Service Administratif et Financier :
07 08 71 90 29 et 07 08 32 57 32

Distribution : **Edipresse - 27.20.30.41.93**
 Dépôt légal : **N° 7353 du 10 / 10 / 2003**
 Impression : **SNPECI**
 Tirage du jour : **3 000 exemplaires**
 Site web : **www.lintelligentdabidjan.info**
 E-mail : **infosintelligent@yahoo.fr**

Adama Bictogo, face aux journalistes :

«Les difficultés de la presse peuvent être perçues comme un recul de la démocratie»

Adama Bictogo, Président de l'Assemblée nationale, recevant des journalistes à un déjeuner pour le nouvel an, estime que «Les difficultés de la presse peuvent être perçues comme un recul de la démocratie».

Le lundi 9 janvier 2023, le président de l'Assemblée nationale, Adama Bictogo, a offert à la salle de réception de l'hémicycle à Abidjan Plateau, un déjeuner à la presse nationale et internationale, pour célébrer le nouvel an. Dans son adresse, le président de l'Assemblée nationale a exprimé sa compassion devant les difficultés économiques rencontrées par le secteur de la presse. Pour lui, ces difficultés mettent à mal l'expression de la démocratie. «(...) Les difficultés de la presse, en soit, peuvent être perçues comme un recul de la démocratie. Parce que la presse est partie prenante de la vitalité de notre démocratie.

C'est donc tout à fait normal que l'Assemblée nationale soit porteuse de message auprès de l'exécutif pour que ensemble, nous puissions voir quels sont les moyens (pour y remédier. Ndlr). Nous venons si c'est par la loi qu'il faut agir », a-t-il lancé.

Rencontre avec des responsables de la presse écrite le mercredi 11 janvier |



Photo de famille

Mais déjà, Adama Bictogo a affirmé avoir identifié, avec ses collaborateurs, les problèmes rencontrés par la presse, et surtout, quelques pistes de solutions pour y remédier. Pour lui, la presse écrite reste la plus touchée par cette crise. Adama Bictogo a annoncé une rencontre avec les responsables de

la presse écrite, pour réfléchir ensemble aux meilleures solutions à envisager. Il répondait ainsi aux doléances d'Abdoulaye Sangaré, Dg de la Radio de la paix. S'exprimant au nom des journalistes, il avait invité le président de l'Assemblée nationale à se faire l'avocat de la presse auprès de l'exécutif, pour des solutions durables

face à la crise. Le déjeuner avec la presse s'est voulu convivial. Il a réuni plus d'une centaine de journalistes de la presse nationale et internationale. Une occasion saluée par le président de l'Assemblée nationale. « Le présent déjeuner me donne l'heureuse occasion de partager avec vous, de bons moments de convivialité. Je vous prie de trouver ici l'engagement de l'Assemblée nationale à se rapprocher davantage de vous et à ren-

forcer les liens de confiance. (...) La rencontre de ce jour s'inscrit dans la dynamique des rencontres que j'ai très souvent avec les acteurs de la presse, qu'elle soit internationale ou nationale. Parce que j'ai toujours cru à la diffusion de l'information, au sens de la responsabilité de la presse », a-t-il fait savoir.

Assemblée nationale et la presse, même mission |

J-H Koffo

Pour le président de l'Assemblée nationale, son institution et la presse ont la même mission. Celle de diffuser l'information vraie pour permettre aux populations de ne pas être désinformées sur les actions des gouvernants. Pour lui donc, les deux entités se doivent de se rapprocher. « En nous rapprochant de la presse, cela me paraît naturel. Nous avons la même mission qui est celle de l'information. C'est vrai que nous les députés avons le pouvoir législatif, mais nous avons un devoir de redevabilité vis-à-vis de nos mandants que sont les populations pour leur expliquer le sens de nos missions, les lois adoptées et les raisons de leur adoption. C'est pour cela que cette fluidité que nous recherchons avec la presse, doit aider à plus de compréhension ». Adama Bictogo a dit avoir instruit ses collaborateurs d'instituer ces déjeuners avec la presse, trois fois dans l'année, afin d'échanger sur comment accompagner le Président de la République Alassane Ouattara dans ses actions pour le bonheur des populations.

Cavally

Tio Louis Serge mène des actions sociales en faveur des populations

Tio Louis Serge a mené des actions sociales en faveur des populations du Cavally.

Anne Désirée Ouloto, ministre de la Fonction publique par ailleurs, présidente du Conseil régional du Cavally a instruit les élus, cadres du RHDP et tous ses plus proches collaborateurs à poser des actions de solidarité, de générosité, de partage et de proximité à l'effet de soulager les différentes populations de la région du Cavally.

S'inscrivant dans cette dynamique Tio Louis Serge, secrétaire départemental RHDP Guiglo-Nizahon et son équipe ont sillonné 10 localités du département de Guiglo du 27 au 30 décembre 2022, à l'effet de mettre la joie dans le cœur des tout-petits et soutenir au même moment, les ménages vulnérables. Ainsi, de Nizahon (v.17) à Bédy-Goazon (Zebly,

chantier cacaco et Kouidebly-Sokoura) en passant par les sous-préfectures de Guiglo (Paris Leona) et Kaadé (Guinkin, Kangakro), le directeur de cabinet politique de Anne Désirée Ouloto a comblé de joie les enfants des zones rurales et urbaines.

D'abord, dans la sous-préfecture de Kaadé, Tio Louis Serge a, au nom de Anne Désirée Ouloto doté le centre de santé de Guinkin d'un compteur électrique afin de permettre aux professionnels de santé de travailler en toute quiétude. Ensuite, l'étape de Kangakro toujours dans la sous-préfecture de Kaadé a été marquée par une double cérémonie de distribution de cadeaux aux tout-petits et d'hommage tant à Anne Désirée Ouloto qu'à son directeur de cabinet politique.

Koffi Konan Emmanuel, pré-

sident de la jeunesse Akan-RHDP a indiqué que c'est Anne Désirée Ouloto et le RHDP qui sont capables d'apporter le bien-être aux populations de la région. Il a mentionné que la jeunesse Akan RHDP qu'il dirige a déjà sillonné 33 campements et gros Village Akan pour prôner un nouveau pacte social de confiance entre le RHDP et la communauté Akan du Cavally. Tio Louis Serge, pour sa part, a déclaré : « C'est le RHDP qui apporte le développement. C'est Anne Désirée Ouloto qui peut vous envoyer de l'eau potable. Il vous faut marcher avec votre fille Anne Désirée Ouloto. Demandez à ceux qui ne veulent pas que vous puissiez marcher avec votre fille s'ils sont capables de faire ce que Anne Ouloto fait pour vous ».

Konhon Dominique, correspondant dans le Cavally

INTELLIGENCE

Sébastien Haller a joué hier

L'attaquant ivoirien, Sébastien Haller qui a repris les entraînements depuis quelques jours, a joué, hier mardi 10 janvier 2023 avec son club de Dortmund en Allemagne.

Les véhicules de transport en commun reliant la ville de Sago et celle de Lakota font de la surcharge

Les véhicules de transport en commun reliant la ville de Sago dans la région du Gbôklè et celle de Lakota dans la région du Lôh-Djiboua font de la surcharge. Pour les minicars communément appelés Massa de 20 places, ce sont plus d'une trentaine de passagers qui sont transportés. En plus de cela, d'autres passagers sont juchés sur les minicars.

Un incendie décime la cuisine d'une habitation à Bouna

Le mardi 10 janvier 2023, aux alentours de 4 heures du matin, un incendie a consumé la cuisine d'une habitation au quartier Limamso extension de Bouna, causant d'importants dégâts matériels. La promptitude des pompiers civils du Centre de secours et d'urgence (Csu) de Bouna a permis de freiner la progression du feu vers d'autres bâtiments.

Les travaux de l'échangeur du carrefour Solibra sont relancés

Le deuxième niveau de l'échangeur du carrefour Solibra à Marcory est bien reparti. Une bonne partie de cet échangeur est déjà réalisée et se tient fièrement dans le ciel

En réarmement moral à Assinie

Les 49 reçoivent la visite de Téné Birahima Ouattara avec un message du Président de la République

Avant de regagner leurs familles après leur retour en Côte d'Ivoire, le 7 janvier dernier, les 49 soldats Ivoiriens sont pris en charge à Assinie, par des spécialistes en réarmement moral de l'Armée de Côte d'Ivoire.



Le ministre d'État, ministre de la Défense, Téné Birahima Ouattara s'est rendu à Assinie, le mardi 10 janvier 2023, où il a rencontré les 49 soldats Ivoiriens précédemment retenus au Mali, rapporte une note du ministère d'État, ministère de la Défense. Téné Birahima Ouattara a, à nouveau, exprimé, au cours de ses échanges avec ses hommes, le soutien du Président de la République, chef suprême des Armées aux 49 soldats qui, avant de rejoindre

leurs familles respectives et reprendre le service, bénéficient d'une prise en charge psychique et physique assurée par des spécialistes en Réarmement Moral de l'Armée de Côte d'Ivoire.

Pour rappel, ces 49 soldats ont été arrêtés le 10 juillet 2022 à l'aéroport de Bamako, au Mali, alors qu'ils devaient prendre la relève du 7ème contingent ivoirien engagé dans les opérations de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations-Unies

pour la stabilisation au Mali (MINUSMA). Jugés et condamnés par la justice malienne, 46 parmi eux ont écopé d'une peine de 20 ans de prison et 3 femmes ont été condamnées à mort. La recherche d'un dénouement heureux par la voie de la diplomatie choisie par le Président Ouattara a été un succès, puisque les soldats Ivoiriens ont bénéficié d'une grâce, favorisant ainsi leur retour en Côte d'Ivoire.

Olivier Dion

Libération des 46 militaires ivoiriens au Mali

Des acteurs politiques, des artistes et des acteurs de la société civile réagissent

Des acteurs politiques, des artistes et des acteurs de la société civile ont réagi suite à la libération et le retour en Côte d'Ivoire des 46 militaires précédemment détenus au Mali.

JOËL N'GUESSAN (RHDP) :
« Monsieur le Président, merci pour cette diplomatie gagnante »

« Nos 46 soldats restés dans les liens de la détention à Bamako, au Mali depuis le 10 juillet 2022, sont de retour à Abidjan depuis le 7 janvier 2023. Ceux des Ivoiriens qui sont de véritables patriotes sont heureux. En premier, le Président de la République, Son Excellence Monsieur Alassane Ouattara, chef suprême des armées, qui n'a pas manqué de manifester sa joie en allant de nuit les accueillir lui-même à l'aéroport international Félix Houphouët Boigny de Port-Bouët.

Monsieur le Président, merci pour cette diplomatie gagnante saluée à juste titre par le secrétaire général de l'ONU. Merci aussi de démontrer que vous avez le dialogue comme l'arme des forts. Vous avez fait confiance à la communauté internationale, là où certains se seraient braqués, comme ce fut le cas en 2011. Vous avez évité à notre pays un conflit inutile et bête avec nos frères du Mali. Nos adversaires politiques qui se réjouissaient secrètement de l'arrestation de nos soldats auront compris que c'est le dialogue qui résout les situations de conflit. Leurs réactions publiques par rapport à cette victoire diplomatique que vous venez de remporter nous situent sur leurs ressentis sur cet événement.

Bravo Monsieur le Président de la République ».

KOUAKOU KRA (FPI) :
« C'est un incident qui est arrivé, mais avec la liberté, c'est une page qui est tournée »

« C'est une très bonne chose que les 46 soldats ivoiriens soient rentrés au pays. Cela augure d'une très belle année. Nous avons terminé 2022 dans les difficultés avec l'arrestation de nos militaires et Dieu merci, voilà qu'ils viennent d'être libérés. On ne peut que rendre gloire au Seigneur, saluer nos autorités compétentes qui ont œuvré afin que ce dénouement soit heureux, pour le bonheur des Ivoiriens. C'est une fierté pour notre pays de faire en sorte que cette libération soit offerte comme un cadeau du Nouvel An. Je m'associe à cette gloire et cet honneur, pour dire merci au chef de l'Etat et à l'ensemble de son gouvernement. Que les militaires tiennent bon. C'est un incident qui est arrivé, mais avec la liberté, c'est une page qui est tournée. Il faut passer à autre chose maintenant. Les relations de bon voisinage ont toujours prévalu entre la Côte d'Ivoire et le Mali, il faut revenir à ces relations de bon voisinage, pour le bonheur des deux peuples ».

SIRO, ARTISTE-CHANTEUR :
« Je dirai merci à notre président de la République qui a tenu à la diplomatie »

« La libération des 46 soldats ivoiriens est toute une joie pour le pays et surtout pour leurs différentes familles. Et comme nous l'avons dit dans notre chanson-hommage à eux, il faut laisser la diplomatie faire son travail et aujourd'hui, cela nous montre une fois de plus que la diplomatie est mieux outillée pour ces genres de situations. Nous avons eu

du plaisir de savoir que c'est notre musique qui était jouée en fond sonore à la télévision lors de la retransmission de l'arrivée de nos 46 soldats à l'aéroport d'Abidjan. Vous savez, c'est la tenue militaire qui représente la nation ivoirienne. Parmi ces 46 soldats, nous avons des amis. Je dirai merci à notre président de la République qui a tenu à la diplomatie. »

OUSMANE SY SAVANÉ (PPA-CI) :
« Tout le monde est content, parce que ce sont des Ivoiriens »

« Le PPA-CI va se prononcer ce jeudi. Cela fait partie des points à l'ordre du jour d'une tribune. Tout le monde est content, parce que ce sont des Ivoiriens. C'est ce que je peux dire, mais officiellement, le parti va se prononcer le jeudi ».

AÏCHA KONÉ, ARTISTE-CHANTEUSE :
« Dieu merci. Gloire à Dieu »

« Je dirai d'abord Dieu merci. Gloire à Dieu parce que les choses se sont bien dénouées comme beaucoup espéraient. Mais, en ce qui me concerne, mes vœux restent encore en suspens parce que je continue de plaider pour les prisonniers qui sont à Abidjan. Ils sont détenus à la Maca (Ndlr : Maison d'arrêt et de correction d'Abidjan) depuis plus de douze (12) ans pour certains. Il s'est ajouté d'autres noms comme Soul To Soul, Pulchérie Gbalet, Peter 007. Je reste focus sur leur libération.

[Je ne sais pas comment, ils se sont retrouvés au Mali]

En ce qui concerne les 49 soldats, comme je l'avais dit, je ne me prononçais pas sur la question parce que je ne maîtrisais pas

leur situation. Je ne sais pas comment, ils se sont retrouvés au Mali. Il y a eu plein de polémiques mais, les choses se sont bien terminées. Moi, je tiens à dire que mon problème, ce sont les prisonniers que je connais. Qui sont des Ivoiriens qui sont en Côte d'Ivoire et cela va faire près de douze (12) ans. Quand on parle de réconciliation et de paix, c'est à cela que je fais allusion. Jusqu'à présent, mon souhait est que ceux-là soient libérés comme les 49 soldats qu'on a vus à l'aéroport. J'aurai souhaité que ceux qui sont en Côte d'Ivoire aient les mêmes chances que les 49.

Personne ne veut me comprendre

C'est de cela que moi, je parle. Et c'est là que personne ne veut me comprendre, ou certains refusent de me comprendre. Je dis avant de pleurer pour les 49, il y a plus de cent (100) qui sont détenus en Côte d'Ivoire. Si nous parlons de réconciliation, il faudrait que ceux qui sont à la Maca, on les voit aussi libres ».

SOUMAHORO MAMADOU PRÉSIDENT DE LA MAISON DES TRANSPORTEURS DE CÔTE D'IVOIRE :

« Je félicite tout le gouvernement pour cette grande victoire »

C'est une très bonne nouvelle pour la nation ivoirienne. C'est une très bonne nouvelle pour tous les transporteurs de Côte d'Ivoire parce que quand tu entends transport routier et s'il n'y a pas de sécurité dans un pays les transporteurs ne peuvent pas vaquer à leurs occupations. Et si la population aussi n'est pas en sécurité il n'y a pas aussi de transport. Je profite aussi pour féliciter le président de la République pour sa diplomatie vraiment hors pair

. Pendant que d'autres voyaient des affrontements entre les deux pays frères, il a été très sage, très professionnel et a usé de la diplomatie qui a été très bien menée. Je félicite tout le gouvernement pour cette grande victoire.

ZADI GNAGNA, PRÉSIDENT DE LA CENTRALE PLATEFORME NATIONALE DES ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES DES SECTEURS PUBLIC ET PRIVÉ DE CÔTE D'IVOIRE :
« Je salue surtout la diplomatie du président Alassane Ouattara »

Je pense que c'est une très bonne nouvelle pour nous tous ivoiriens. Parce que pendant ces 6 mois nous avons souffert. On ne savait pas dans quelles conditions ils vivaient et je salue surtout la diplomatie du président Alassane Ouattara

ABDOUL AWASSA, PRÉSIDENT DE L'ALLIANCE DE LA JEUNESSE IVOIRIENNE :

« Nous pensons que notre combat a payé, nous sommes fiers, nous sommes heureux »

C'est un sentiment de joie qui nous anime parce que depuis le 10 juillet 2022 lorsqu'on a appris l'arrestation de nos forces de défense et de sécurité, il était important pour nous jeunes ivoiriens de prendre nos responsabilités, d'apporter tout notre soutien à notre pays et au président Alassane Ouattara. C'est ce qu'on a fait. On a sillonné les hameaux et villages les plus reculés pour sensibiliser les populations et exprimer nos soutiens aux forces de sécurité. Aujourd'hui nous pensons que notre combat a payé, nous sommes fiers, nous sommes heureux. On avait une seule chose, c'est de faire confiance au président Alas-

sane Ouattara c'est de faire confiance à la diplomatie. Nous pensons que la diplomatie a payé, la diplomatie a primé. Par cette action nous comprenons que tout peut se régler de manière diplomatique. Nous réitérons notre soutien, notre engagement au président Alassane Ouattara et nous vous informons que dans les jours à venir les jeunes dans leur ensemble organiseront une journée d'hommage et de reconnaissance à cette grande diplomatie du président Alassane Ouattara. Merci à ce grand homme de paix.

ANICET GUELA GNAZI, PRÉSIDENT DE L'UDCY :
« Nous salvons et félicitons son Excellence Alassane Ouattara, président de la République, pour la maestria avec laquelle, il a géré le dossier »

Nous salvons et félicitons son Excellence Alassane Ouattara, président de la République, pour la maestria avec laquelle, il a géré le dossier des 49 soldats ivoiriens ; ce qui a permis qu'ils puissent regagner, sains et saufs leur mère patrie après six mois de détention au Mali. Merci à la Ministre d'Etat Kandia pour la contribution discrète mais combien efficace. Nos pensées profondes vont à l'endroit du ministre d'Etat, ministre de la défense Téné Birahima Ouattara pour le pilotage quotidien de ce délicat dossier, pendant ces six longs mois qui ont visiblement été pénibles pour lui. Côte d'Ivoire « is back ». Et la Côte d'Ivoire qui gagne, sous la conduite éclairée du président Ouattara, l'a bien illustré dans ce dossier des 49. Vive la diplomatie ivoirienne!

Recueillis par Olivier Dion, Mamadou Ouattara, Moustapha Ismaila et JH Koffo

Retour au pays des 49 La réaction du Rhdp

Dans la déclaration ci-dessous le Rassemblement des houphouétistes pour la démocratie et la paix (Rhdp) a réagi suite au retour en Côte d'Ivoire des 49 militaires précédemment détenus au Mali.



Cissé Ibrahima Bacongo

Le RHDP a suivi avec une attention particulière le dossier des soldats ivoiriens détenus au Mali depuis le 10 juillet 2022, de même qu'il a soutenu sans réserve les efforts inlassables de S.E.M le Président de la République visant à obtenir leur libération par la voie pacifique.

Le RHDP se réjouit du dénouement heureux, ce 6 janvier 2023, de cette situation d'incompréhension.

Le RHDP note que pendant toute la durée de cette douloureuse épreuve, S.E.M le Président de la République, comme un père de famille, a su faire montre d'un sang-froid à nul autre pareil et de qualités de grand homme d'Etat particulièrement sen-

sible au sort de ses concitoyens où qu'ils se trouvent à travers le monde.

Le RHDP tient à exprimer ses admirations à S.E.M Alassane Ouattara, fidèle à la tradition de dialogue et de paix héritée du père de la Nation ivoirienne, et à le remercier pour son implication personnelle, son leadership et sa détermination, qui ont conduit à une résolution diplomatique de ce dossier, un dénouement qui s'inscrit dans l'intérêt supérieur de nos braves soldats, de leurs familles respectives, de la paix dans la sous-région et de la sauvegarde des liens historiques de fraternité entre les peuples ivoirien et malien.

Le RHDP salue et remercie la mobilisation sans faille de

toutes ces éminentes personnalités africaines et non africaines qui se sont investies à divers titres dans des missions de médiation et de facilitation du dialogue entre les autorités ivoiriennes et maliennes.

Le RHDP félicite et remercie particulièrement S.E.M Faure Gnassingbé, Président de la République Togolaise, pour ses efforts inlassables et son leadership dans ce dossier.

Le RHDP associe à ces remerciements le Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies, S.E.M António Guterres, le Président de l'Union Africaine, S.E.M Macky Sall, le Président en exercice de la CEDEAO, S.E.M Umaro Sissoco Embaló et tous les chefs d'Etats africains qui discrètement ont pris des initiatives pour la résolution heureuse de cette situation.

Le RHDP félicite chaleureusement et exprime son respect à nos 49 soldats, à leurs familles ainsi qu'à toute l'armée ivoirienne pour avoir enduré dans la dignité, la discipline et la responsabilité cette épreuve injuste à laquelle ils ont été soumis durant ces six longs mois.

Le RHDP salue et remercie enfin le peuple ivoirien qui est resté digne, solidaire de ses autorités et mobilisé comme un seul homme pour la libération de nos vaillants soldats dont le calvaire vient de prendre fin.

**Fait à Abidjan, le mardi 10
Janvier 2023
Le Secrétaire Exécutif
CISSE Bacongo**

Retour des 49 militaires Ce qu'en pensent les ambassadeurs accrédités

Les ambassadeurs et responsables de représentations diplomatiques accrédités en Côte d'Ivoire ont salué, lors de la cérémonie de présentation des vœux au ministre d'Etat Kandia Camara, la libération des 49 soldats.

Le mardi 10 janvier 2023, les ambassadeurs, responsables de représentations diplomatiques et d'organisations internationales, accrédités en Côte d'Ivoire, ont présenté leurs vœux du nouvel an à la Ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères, de l'intégration africaine et de la diaspora, Kandia Kamissoko Camara. La cérémo-

nie s'est déroulée au hall de l'auditorium dudit ministère, à Abidjan Plateau. C'est Faustin Mounguengui Nzigou, l'ambassadeur du Gabon en Côte d'Ivoire, vice-doyen du corps diplomatique accrédité en Côte d'Ivoire, qui a pris la parole au nom de ses pairs. Il s'est félicité de l'heureux dénouement de la situation des 49 soldats ivoiriens qui étaient détenus au Mali. « Madame la Ministre d'Etat, le corps diplomatique voudrait se féliciter du retour des militaires ivoiriens, grâce au dialogue et à la diplomatie. Armes dont les plus hautes des autorités de ce pays ont

toujours fait montre, tout en vous assurant, nous corps diplomatique, de notre constant soutien. Le contraire nous aurait surpris. Le dialogue étant érigé en véritable religion, dans ce pays cher au père de la nation ivoirienne », a-t-il fait savoir.

Il a réaffirmé « comme en 2022 » la disponibilité du corps diplomatique, dans son ensemble, à soutenir les actions du gouvernement ivoirien dans la coopération avec leurs pays respectifs ou les organisations internationales qu'ils représentent.

J-H Koffo

Libération des militaires ivoiriens - Yaya Fofana : «Le Mfa adresse des remerciements à Assimi Goïta»

Dans une déclaration dont nous avons reçue copie, le Mfa à travers son président Yaya Fofana a remercié le chef de l'Etat malien Assimi Goïta pour avoir accordé sa grâce présidentielle aux soldats ivoiriens.

En date du 05 janvier 2023, le Mouvement des Forces d'Avenir a observé que les soldats ivoiriens détenus en République du Mali, depuis le 10 juillet 2022, ont été graciés par le Colonel Assimi Goïta, Président de la Transition Malienne. Cette grâce, accordée à nos vaillants soldats et soldates, annule tous les crimes qui leur étaient attribués.

C'est le lieu de remercier de manière exceptionnelle et d'adresser nos félicitations, à Son excellence Alassane Ouattara, Président de la République de Côte d'Ivoire, pour la diplomatie dont il a fait preuve, en faveur d'un meilleur dénouement, de cette situation qui était de nature à entravé des

liens séculaires entre deux Etats frères, notamment la République du Mali et la République de Côte d'Ivoire.

Le MFA adresse également des remerciements au Chef de l'Etat, Assimi Goïta, Président de la Transition de la République frère du Mali, pour la hauteur d'esprit et l'humanisme dont il a fait montre, au profit de nos soldats, en leur accordant sa grâce présidentielle.

Pour rappel, nos soldats avaient été envoyés au Mali, afin d'apporter un appui à un contingent de sécurisation présent sur le sol malien. Malheureusement, en raison de certaines irrégularités administratives, nos forces de sécurité ont été confondues en une branche armée pouvant impacter sur la stabilité du Mali. Lesdits soldats ayant recouvré la liberté grâce à la magnanimité du Président Alassane Ouattara, le MFA exhorte et souhaite que le peuple ivoirien, traduise

sa reconnaissance à son Excellence Alassane Ouattara, qui n'a ménagé aucun et n'a réprimé aucune autorité ivoirienne, pour ces manquements qui pourraient mettre en doute le professionnalisme des administrateurs de notre armée. Monsieur le Président, soyez-en remercié pour votre initiative victorieuse. Par ailleurs, le MFA préconise à l'avenir, que toutes les dispositions de présence de notre armée sur un sol étranger, soient respectées en conformité avec les réglementations tant locales et qu'étrangères. Ainsi, le MFA souhaite un bon retour à l'endroit de nos vaillants soldats dans leurs familles respectives, la paix dans leur ménage et un plein succès dans leur profession. Que Dieu bénisse la Côte d'Ivoire et le MFA Unie et fraternelle.

**Fait à Abidjan
le 9 janvier 2023
Le Président YAYA Fofana**

Libération des militaires ivoiriens Des organisations politiques lèvent l'interdiction de prestation des artistes maliens en Côte d'Ivoire

Des mouvements politiques félicitent le président de la République Alassane Ouattara d'avoir usé de la diplomatie pour la libération et le retour des 49 soldats en Côte d'Ivoire et ont levé les mesures d'interdiction des spectacles des artistes maliens sur le sol ivoirien.

Les mouvements politiques, le Collectif National pour le Sursaut (Conasu), l'Alliance de la Jeunesse Ivoirienne (Aji) et "Je suis 49" ont animé un point de presse conjoint relatif à la libération des 49 soldats, le lundi 09 janvier 2023 dans un hôtel d'Abidjan-Cocody.

Ces mouvements de soutien

aux 49 soldats ivoiriens ont, au cours de ce point de presse, par la voix du président de l'Alliance de la Jeunesse Ivoirienne, Awassa Abdoul salué la maestria et l'intelligence avec lesquelles le président Ivoirien Alassane Ouattara a su faire preuve pour parvenir à un dénouement heureux de la situation. « Nous saluons la libération de nos 49 soldats et témoignons notre reconnaissance au président de la République Son Excellence Alassane Ouattara pour la maestria dont il a fait preuve à travers la gestion de cette crise. Notre reconnaissance s'adresse également aux Présidents Faure Gnassingbé, Umaro

Sissoko Embaló », a-t-il lancé. Par ailleurs, il a traduit sa gratitude à toute la jeunesse ivoirienne qui, bien qu'ayant eu envie à plusieurs reprises d'exprimer son mécontentement à travers des manifestations, a décidé de s'en tenir aux actions diplomatiques initiées par le Président Alassane Ouattara.

Une levée de l'interdiction de prestations des artistes maliens sur le territoire ivoirien

Des Ivoiriens avaient interdit tous spectacles des artistes

maliens en Côte d'Ivoire pour protester contre la détention des soldats ivoiriens au Mali. Le président du Collectif National pour le Sursaut (Conasu),

Coulibaly Zanga a annoncé la levée de l'interdiction de prestations des artistes maliens sur le territoire ivoirien. « Aujourd'hui, nous annonçons la levée de l'interdiction de prestations des artistes maliens sur le territoire ivoirien. Très bientôt, nous les inviterons à venir faire la fête avec nous ici à Abidjan pour non seulement leur dire merci pour avoir compris notre démarche, mais aussi pour réaffirmer que le Mali et la Côte d'Ivoire sont

deux pays liés par l'histoire », a-t-il déclaré. Pour lui, les artistes sont des acteurs de la consolidation des relations qui existent entre les deux pays à travers la promotion de la culture.

Des mouvements politiques taclent Soro Guillaume

Pour sa part, le président de "Je suis 49", Yéo Pépégaligui a regretté que des ivoiriens notamment l'ex-président de l'Assemblée nationale se soient associés à la junte malienne pour traiter les soldats ivoiriens de mercenaires et souhaité leur

détention. « Ancien ministre de la Défense, fut-il, même Premier ministre et président de l'Assemblée Nationale de Côte d'Ivoire. Quand on a occupé une responsabilité à un certain niveau, rester fidèle aux institutions de la Côte d'Ivoire est plus qu'un devoir citoyen. Nous, jeunes, sommes choqués de Guillaume Soro à travers ses premières déclarations qui a plutôt apporté son soutien ferme à la junte malienne. Cet acte de haute trahison sera puni tôt ou tard, car les Ivoiriens ne l'oublieront jamais », s'est-il insurgé.

Touré Abdoulaye avec A. Traoré (Stagiaire)

Fonction publique avec Anne Ouloto Des réformes qui font la différence

Avec Anne Ouloto à la Fonction publique, l'on a droit à des réformes qui font la différence, en ce qu'elles permettent de brandir un résultat dont est fier le gouvernement.

Le Ministère de la Fonction publique procédera au lancement dans les prochains jours de ses activités au titre de l'année 2023.

En effet, lors d'une rencontre des acteurs et partenaires de l'Administration Publique, les grands chantiers de 2023 visant la transformation qualitative de l'Administration Publique amorcée depuis sa prise de service en avril 2021, seront présentés par

le Ministre de la Fonction Publique. En attendant, l'occasion est propice pour faire un bilan de l'année 2022.

REFORMES ET ACQUIS 2021-2022

L'année 2022 a été marquée par d'importants acquis, tant pour l'administration que pour les Fonctionnaires et Agents de l'Etat, résultant de la mise en œuvre d'importantes réformes et innovations initiées par Madame le Ministre Anne Désirée Ouloto.

L'un des plus grands défis de la Ministre, à son arrivée à la Fonction Publique, a été, sans conteste, l'amélioration de la gouvernance. Et c'est par les concours, les premières réformes, ont commencé.

Placé sous le signe TRANSPARENCE-EQUITE-CELERITE, l'environnement des concours a été amélioré par, entre autres, la suppression des cours de préparation en présentiel au profit des cours gratuits en ligne, l'institution d'un Conseil de Supervision intégrant les Préfets des Régions retenues pour abriter les épreuves écrites, la restriction de la visite médicale aux seuls candidats déclarés admis, la personnalisation et l'information des feuilles de composition, la sécurisation de tout le processus par la Gendarmerie et la réduction des délais de proclamation des résultats, de manière séquentielle.

LES POPULATIONS AU CŒUR DES INITIATIVES DU MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE

Toutes ces réformes ont eu pour conséquence directe, l'amélioration de la confiance de l'opinion publique dans l'organisation des concours et de réduire considérablement les suspicions de corruption.

L'autre préoccupation des usagers qui a fait l'objet d'attention de la Ministre était la célérité dans la production et la délivrance des actes administratifs, notamment les actes de nomination dans les emplois permettant le traitement du premier mandatement. L'on est passé à des délais d'un an à trois mois en moyenne pour la perception du premier salaire pour les nouveaux fonctionnaires et la pension de retraite pour ceux qui sont admis à faire valoir leurs droits à la retraite.

Cette célérité dans la production des actes administratifs s'adosse d'ailleurs désormais à un manuel de procédures dont le Ministère de la Fonction Publique s'est doté afin de mieux situer les usagers-clients sur le circuit de traitement de leurs actes.

La formation également était inscrite sur la liste des priorités d'amélioration de la gouvernance du Ministère de la Fonction Publique. Ainsi, le cadre réglementaire et organisationnel de la formation et du renforcement des capacités des fonctionnaires a été revisité par l'élaboration d'un Plan National de la Formation afin d'améliorer les compétences des fonctionnaires et agents de l'Etat et d'accroître leurs performances.

Afin de rapprocher l'administration des populations, un plan de repositionnement des services dé-

concentrés a été initié. En région, les représentations du Ministère de la Fonction Publique sont mieux assurées avec des Directions Régionales opérationnelles.

GESTION RATIONNELLE ET EFFICACE DES EFFECTIFS

Toujours au chapitre de la gouvernance, la Ministre a procédé à une meilleure régulation des mouvements des fonctionnaires dans les ministères. A cet effet, un Comité d'Affectation et de Mise à disposition des Fonctionnaires a été créé et installé qui procède à une gestion méthodique et transparente des mutations des agents publics de même que leur mise à disposition.

Par ailleurs, l'un des actes majeurs de la gouvernance de la Ministre est l'instauration des Journées de la Fonction Publique dont la deuxième édition a été célébrée dans la ferveur, du 28 novembre au 1er décembre 2022, sous le haut patronage de Son Excellence Tiémoko Meyliet KONE, Vice-président de la République. Ces journées visent au réarmement moral des animateurs de l'Administration Publique et à l'affirmation de leur rôle et de leur importance dans la mise en œuvre des politiques publiques de développement. Les festivités marquant ces journées ont d'ailleurs été ponctuées par de grandes innovations avec l'instauration des Awards de la Fonction Publique et par la reconnaissance du mérite de plus de 1000 fonctionnaires et agents de l'Etat.

INITIATIVES EN FAVEUR DU FONCTIONNAIRE NOUVEAU

Au titre de la moralisation, la

question de la discipline dans l'administration a été également adressée avec la réforme du Conseil de Discipline qui, désormais, pourra traiter avec célérité et efficacité les cas d'indiscipline et des manquements à l'éthique et à la déontologie. Cette réforme s'est prolongée avec la création d'un comité éthique, l'élaboration d'une charte éthique et de déontologie afin de promouvoir les valeurs de respect de la hiérarchie, de responsabilité, redevabilité et de transparence dans la gestion des affaires publiques.

En outre, l'un des grands chantiers de Anne Désirée OULOTO est la Modernisation de l'Administration Publique. A ce titre, une Direction Générale en charge de la Transformation du Service Public a été créée. Un projet de signature électronique pour plus de célérité dans le traitement des actes est en phase d'expérimentation avant sa généralisation. Le profilage et la codification des postes de travail a démarré. L'élaboration des Référentiels des Emplois et des Compétences de 04 Ministères ont été élaborés en 2022, portant à une dizaine le nombre de Ministères traités.

Cet engagement de la Ministre à redynamiser la Fonction Publique et à lui redonner son lustre d'antan a été couronné des Prix Nationaux d'Excellence en 2021 et 2022 respectivement attribués à l'OSEP et à la Direction des Concours.

PRIORITE AU DIALOGUE SOCIAL

L'un des grands challenges réussis par la Ministre de la Fonction Publique est la conduite, avec dextérité, du dialogue social dans un style managérial qui lui est propre. Plusieurs mois durant, avec force d'écoute, de patience et parfois de fermeté, Anne Désirée Ouloto a

su faire converger toutes les vues des responsables syndicaux vers la nécessité de privilégier le dialogue à la grève dans toutes les revendications. Le dialogue social s'inscrit, d'ailleurs, comme le nouveau paradigme dans la gestion des relations entre le Gouvernement et les partenaires sociaux. Une méthode et un engagement qui ont abouti à la décision du Président de la République d'octroyer des mesures et avantages historiques et inédits aux fonctionnaires et agents de l'Etat qui ont vu ainsi leur condition s'améliorer substantiellement.

2023 ANNEE DETERMINANTE D'ACCELERATION DES REFORMES

Avec ces nombreux et importants acquis, Madame le Ministre ne veut pas s'arrêter en si bon chemin. C'est pourquoi, elle annonce pour 2023 plus de réformes et d'innovations pour parachever l'œuvre de transformation qualitative de l'administration publique qu'elle a enclenchée dès sa prise de fonction en avril 2021.

2023 sera l'année du renforcement du cadre institutionnel pour plus de réformes en vue de la totale transformation qualitative de l'Administration Publique.

A cet effet, des lettres de missions, accotées aux priorités du gouvernement en matière de Fonction Publique, seront adressées aux Directeurs pour plus de responsabilité et de redevabilité dans l'atteinte des objectifs assignés pour 2023. Ces priorités sont, pour cette année, centrées sur le perfectionnement des cadres.

Ainsi donc, le cadre législatif et organisationnel du service public sera renforcé avec l'adoption du nouveau statut général de la Fonction Publique, la révision du décret portant création et organisation de l'Observatoire du Service Public, La réalisation d'études d'impact préalable à la soumission des projets de lois au Gouvernement afin d'améliorer la qualité des projets de lois transmis au parlement. La réforme de l'ordre du mérite et du Conseil de discipline.

En matière de formation des cadres, la réforme de l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) et du Centre d'Education à Distance (CED-CI), la mise en place d'une nouvelle politique de formation continue des Fonctionnaires et agents de l'Etat appuyées d'un Plan National de formation (PNF) et l'opérationnalisation du centre de perfectionnement des fonctionnaires et agents de l'Etat, sont inscrits au titre des priorités.

En matière de maintien de la paix sociale, il y aura la mise en place d'un Comité Sectoriel de dia-

logue social pour le maintien et le renforcement de la qualité des relations avec les partenaires sociaux, nécessaire à la consolidation de la cohésion sociale.

En matière de modernisation de l'Administration, le renforcement du cadre légal et institutionnel du PRIME (Programme national d'appui aux Réformes Institutionnelles et à la Modernisation de l'Etat) en matière de modernisation et de gestion des ressources de l'Etat, Cent cinquante (150) procédures dématérialisées seront mises en exploitation dans le cadre de la Modernisation des Processus Métiers (MPM).

Une version améliorée du SIGFAE sera créée et mise à la disposition des fonctionnaires pour favoriser une plus grande interactivité dans la gestion de l'espace fonctionnaire notamment.

Toujours dans le cadre de l'amélioration continue du service public, le paiement des salaires des nouveaux fonctionnaires sera fait au plus tard 3 mois après leur prise de service, à compter du deuxième trimestre 2023.

Le Ministère prévoit, par ailleurs, pour renforcer ses capacités opérationnelles de proximité, la construction, la réhabilitation et l'équipement des Directions Régionales ainsi que la création des antennes de la Fonction Publique pour une plus grande proximité avec les populations.

Madame le Ministre entretient également pour 2023 la codification et le profilage des postes de travail dans huit (08) autres ministères à savoir le Ministère de la Fonction Publique ; le Ministère du Plan et du Développement ; le Ministère de l'Economie et des Finances ; le Ministère du Budget et du Portefeuille de l'Etat ; le Ministère du Commerce de l'Industrie et de la Promotion des PME ; le Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie ; le Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme et le Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation).

Le but du projet de profilage et de codification des postes de travail est de doter chaque fonctionnaire d'une fiche de poste dans laquelle sera décrite ses missions et ses activités. Ainsi le rôle et les responsabilités de chaque fonctionnaire seront clairement définis et mesurables.

Au total, 2023 sera donc pour le Ministère de la Fonction Publique, une année charnière dans son engagement à transformer radicalement le service public.

Toutes ces innovations viendront conforter l'idée d'une nouvelle Fonction Publique, avec des fonctionnaires nouveaux, véritables animateurs de l'action publique.

Charles Kouassi

FONSTI

Fonds pour la Science, la Technologie et l'Innovation

COLLOQUE INTERNATIONAL PLURIDISCIPLINAIRE SUR LES CRISES SECURITAIRES EN AFRIQUE

Le Fonds pour la Science, la Technologie et l'Innovation (FONSTI) organise un colloque International pluridisciplinaire sur le thème : « CRISES SÉCURITAIRES EN AFRIQUE : DIAGNOSTICS, DÉFIS ET STRATÉGIES POUR DES SOLUTIONS DURABLES »
Dates et lieu : du 14 au 17 novembre 20 23 à l'Université Peleforo GON COULIBALY de Korhogo

Infoline : +225 0707501531 - 0708136106 - 0707522904
Inscriptions : <http://crisesecuritaires.colloquefonsti.org/>

Le Secrétaire Général
Dr SANGARE Yaya

Lutte contre le Travail des Enfants

Comment la Côte d'Ivoire gagne la lutte pour garder ses enfants

Dans sa parution du mardi 27 décembre 2022, le quotidien britannique « The Guardian » a écrit un article sur la lutte contre le Travail des Enfants et les efforts déployés par la Première dame de Côte d'Ivoire Dominique Ouattara pour endiguer le phénomène. Ci-dessous la version française de l'article.

Karim Soura est l'un des nombreux enfants dont la vie a été transformée par les initiatives du gouvernement et grâce aux poursuites pour trafic d'enfants en hausse.

Le Centre pour enfants de Soubré est dédié à la prise en charge des victimes de la traite, de l'exploitation et du trafic d'enfants.

Avec un grand sac sur le dos, Karim Soura, 13 ans, passait neuf heures par jour, six jours par semaine, à marcher dans les champs de cacao autour de sa maison, à Mabéhiri, dans le sud-ouest de la Côte d'Ivoire, pour pulvériser des produits chimiques sur les cultures. "Je n'aimais pas ce travail, ça me faisait mal aux jambes et aux genoux.

Je ne savais pas comment me débarrasser de cette douleur", dit-il.

Sa mère lui a dit qu'elle avait besoin de lui pour travailler dans les champs après que sa sœur aînée s'est mariée et a quitté la maison.

En Côte d'Ivoire, il est illégal pour les enfants de moins de 18 ans d'effectuer des travaux dangereux, comme l'utilisation d'une machette ou la manipulation de produits agrochimiques. Mais les parents de Karim avaient peu d'options et n'avaient pas les moyens de l'envoyer à l'école.

Il y a environ sept mois, Karim a été approché par quelqu'un qui travaillait pour une organisation caritative et qui lui a dit qu'au lieu de travailler dans les champs toute la journée, il pourrait être formé à un travail de son choix.

On a dit à sa mère qu'en l'envoyant suivre ce cours, elle ne serait pas réprimandée par les autorités pour l'avoir laissé travailler. Karim s'est donc inscrit au Centre pour enfants victimes du travail interdit aux enfants, dans la ville voisine de Soubré.

Pendant six mois, il a appris à coudre.

Soura est l'un des plus de 200 000 enfants qui ont échappé au travail dangereux et à l'exploitation, grâce aux efforts déployés par la Côte d'Ivoire pour lutter contre ce phénomène dans l'industrie du cacao.

Le Centre enseigne aux enfants des métiers tels que la coiffure et la couture afin qu'ils n'aient pas à travailler dans les champs de cacao.

La Côte d'Ivoire est le plus

grand producteur de cacao au monde, avec une part estimée à 45 % de la production mondiale, mais l'industrie dépend fortement du travail des enfants.

Le cacao fait partie intégrante de la culture du pays et emploie environ 6 millions de personnes, selon les chiffres du gouvernement. Les frais de scolarité (livres, uniformes et transports) étant trop élevés pour de nombreuses familles, les enfants sont souvent obligés de travailler.

Mais, poussé par la pression internationale et le soutien de la Première dame, Dominique Ouattara - qui préside le comité national de suivi de la lutte contre la traite, l'exploitation et le travail des enfants et est présidente fondatrice de la fondation Children of Africa - le gouvernement a pris des mesures.

La Côte d'Ivoire a adopté un certain nombre de lois, en commençant en 2010 par l'interdiction de la traite des enfants et des pires formes de travail des enfants. En 2017, elle a adopté une liste de travaux dangereux interdits aux moins de 18 ans, et une liste de travaux autorisés pour ceux âgés de 13 à 16 ans, qu'ils peuvent effectuer lorsqu'ils ne sont pas en classe.

L'école a été rendue obligatoire et gratuite pour tous les enfants de six à 16 ans et l'âge minimum pour un emploi à temps plein est passé de 14 à 16 ans. Une vaste campagne a été menée pour sensibiliser les gens à ce qui constitue le trafic, l'exploitation et le travail dangereux des enfants. Les fonctionnaires du gouvernement local, les magistrats, les officiers de police, les journalistes et les travailleurs sociaux, entre autres, ont reçu une formation sur la traite des enfants.

Le Centre de Soubré - l'un des trois centres dédiés en Côte d'Ivoire - a ouvert en juin 2018. Les enfants y sont envoyés par des organisations caritatives, des organisations locales ou la police. Jusqu'à présent, le Centre a accueilli 486 enfants âgés de 5 à 18 ans, selon Flora Djebre Leocadie, sa directrice. L'objectif est de réunir les enfants victimes de la traite avec leur famille, et de ramener dans leur pays d'origine ceux qui se trouvent à l'étranger, puis de leur permettre de reprendre leur scolarité.

Certains enfants, comme Soura, recevront une formation en coiffure, en couture ou en élevage de lapins (une viande très prisée en Côte d'Ivoire), entre autres, et suivront un apprentissage à leur sortie.

"Le service accueille des enfants de toute la Côte d'Ivoire (...), nous disons [aux enfants] que leur place n'est pas dans les champs."

Certains enfants arrivent sans rien, et peuvent être traumatisés, dit-elle. Une infirmière et un psychologue font partie du personnel. Les enfants reçoivent des vêtements, des articles de toilette et tout ce dont ils peuvent avoir besoin et restent généralement six mois. Il y a des dortoirs, des salles de classe et une pièce où les enfants peuvent aller se détendre, avec une télévision.

En juin 2020, la Côte d'Ivoire a créé six unités de police régionales dédiées à la lutte contre la traite et le travail des enfants.

Aidés par un réseau d'informateurs, ils effectuent des patrouilles dans les plantations de cacao et des fouilles aléatoires de véhicules aux points de contrôle dans les régions productrices de cacao. Plus de 1 000 trafiquants ont été arrêtés et emprisonnés depuis 2012, selon les chiffres du gouvernement.

Cette année, 392 trafiquants ont été arrêtés et 2 116 enfants ont été sauvés de situations abusives. En 2021, la police a sauvé 1 353 enfants et arrêté 25 personnes, tandis que cinq personnes ont été condamnées à 20 ans de prison - la peine maximale pour le trafic d'enfants - et 17 à cinq ans lors d'une opération très médiatisée à Soubré.

Le mois dernier, quatre personnes ont été accusées de trafic d'enfants dans le sud-est du pays.

Selon Luc Zaka, chef de l'unité de police chargée de la lutte contre le trafic d'enfants, les principaux défis auxquels ces unités sont confrontées sont le manque de financement et le nombre croissant d'enfants victimes de trafic en Côte d'Ivoire depuis les pays voisins, où règnent les conflits et l'instabilité. L'exploitation dans les mines d'or illégales devient un problème plus important que les abus dans le secteur du cacao, qui est depuis longtemps un domaine d'intérêt pour les ONG

et le gouvernement, ajoute-t-il. "La situation s'est améliorée [dans le secteur du cacao] ... mais nous devons tous continuer à lutter contre le phénomène du travail des enfants. Nous devons moderniser nos frontières et savoir qui entre et sort."

Il est difficile de mesurer pleinement l'impact des efforts de la Côte d'Ivoire pour éliminer le travail des enfants. En 2021, le ministère américain du travail a reconnu que le pays "a fait des progrès significatifs dans ses efforts pour éliminer les pires formes". Un rapport du Norc (National Opinion Research Center) de l'Université de Chicago, un organisme de recherche, a constaté qu'il n'y avait pas eu d'augmentation significative du travail dangereux des enfants, qui est resté à environ 39% de travaux faits par des enfants dans la production de cacao entre 2013-2014 et 2018-2019. La prévalence du travail des enfants dans la production du cacao est restée stable à 41% entre ces dates, même si la production de cacao a augmenté de 14%. La fréquentation scolaire des enfants des ménages agricoles dans les zones cacaoyères est passée de 58% à 80% entre 2008-2009 et 2018-19.

Mais l'étude note également que 790 000 enfants travaillent encore dans cette industrie.

Amourlaye Touré, représentant pour l'Afrique de l'Ouest de l'ONG Mighty Earth, affirme que même si "le phénomène du travail des enfants se réduit", le problème n'a pas disparu. Il estime que les entreprises internationales de chocolat devraient être plus proactives, tout comme le gouvernement. "Vous ne pouvez pas nier qu'ils font un effort", dit-il, "mais ils peuvent faire plus".

Karim est arrivé au terme de son séjour au Centre de Soubré. Lorsqu'il rentrera chez lui, il commencera un apprentissage chez un tailleur près de son village. "Si je pouvais remonter le temps, je me dirais qu'il est préférable de ne pas aller aux champs et d'aller à l'école", dit-il. "Maintenant, mon avenir, c'est la couture. Je ne ferai pas travailler mes enfants dans les champs de cacao. Je les encouragerai à aller à l'école pour qu'ils puissent trouver un emploi."

The Guardian



Ministère de l'Economie et des Finances



COMMUNIQUE

Dans son message à la nation, le 06 août 2022, à la faveur de la célébration de la Fête nationale, Son Excellence Monsieur Alassane OUATTARA, Président de la République de Côte d'Ivoire a annoncé plusieurs mesures en vue de l'amélioration des conditions de vie des fonctionnaires et agents de l'État.

Au nombre de celles-ci figure l'instauration d'une prime exceptionnelle de fin d'année, représentant un tiers (1/3) du salaire mensuel indiciaire de base du mois de décembre, qui sera payée au début du mois de janvier suivant.

En application de cette décision du Chef de l'État, le Ministre de l'Economie et des Finances informe les fonctionnaires et agents de l'Etat, que le Trésor Public procède, depuis le 03 janvier 2023, au paiement de ladite prime.

Ainsi,

- au titre des paiements effectués au profit des fonctionnaires, un montant total de 23 436 880 108 francs CFA a été viré dans les banques, le 03 janvier 2023;
- au titre des règlements au profit des militaires, 2 677 543 486 francs CFA ont été virés;
- s'agissant des fonctionnaires et agents de l'État en service dans les Etablissements Publics Nationaux et ceux payés par bons de caisse au Trésor Public, les règlements s'effectueront du mercredi 04 janvier au vendredi 06 janvier 2023.

Le Ministre de l'Economie et des Finances remercie Son Excellence Monsieur Alassane OUATTARA, Président de la République, pour les ressources mises à disposition pour honorer son engagement.

Fait à Abidjan, le 03 janvier 2023

Le Ministre de l'Économie et des Finances
Adama COULIBALY

Z
S
C

P
A

le
pe
la
m

20
pé
rc
lit
Y
Ti
CL
pé
Re
Ki
pé

Péage Yamoussoukro-Tiébissou

Amédé Kouakou explique le bien fondé des prix arrêtés

Amédé Kouakou explique le bien fondé des prix arrêtés pour le passage au péage de la nouvelle autoroute Yamoussoukro-Tiébissou.

Procédant le lundi 9 janvier 2023, à la mise en service du péage de la nouvelle autoroute reliant la capitale politique de la Côte d'Ivoire, Yamoussoukro à la ville de Tiébissou, ouverte à la circulation le 16 décembre 2022 par le Vice-président de la République, Tiémoko Meyliet Koné, le ministre de l'Équipement et de l'Entretien routier a expliqué et justifié les prix de 1000 Fcfa et 2000 Fcfa arrêtés.

Les automobilistes qui empruntent la nouvelle autoroute Yamoussoukro-Tiébissou déboursent 1.000 FCFA, pour les véhicules légers et 2.000 FCFA pour les gros camions, au niveau du poste à péage qui a été construit sur ce tronçon.

Lors de la mise en service de ce péage, le ministre de l'Équipement et de l'Entretien routier, Amédé Koffi Kouakou a indiqué que les tarifs ont été étudiés par le gouvernement et permettent aux usagers de faire des économies, en termes de réduction des coûts d'exploitation des véhicules.

« Sur l'ancienne voie, vous passez deux ou trois fois plus

de temps, vous consommez plus de carburant et il y a des risques d'accidents. Quand on fait un petit calcul rapide, les coûts d'exploitation pour les petits véhicules s'élèvent à 5.000 FCFA et tournent autour de 10.000 FCFA pour les gros camions. Avec cette infrastructure qui a été livrée à la population par le Vice-président de la République, il était important que nous mettions ce poste de péage, pour permettre d'entretenir correctement cette voie. Ce sont des prix qui ont été étudiés. Le gouvernement a souhaité que les petits véhicules ne paient que 1.000 FCFA et 2.000 FCFA pour les gros camions, pour assurer l'en-

retien régulier de cette voie. Le Président Alassane Ouattara travaille pour l'ensemble des populations. Il a une vision claire sur le développement autoroutier de la Côte d'Ivoire. Aujourd'hui, l'autoroute arrive à Tiébissou et dans 6 mois, elle sera prolongée jusqu'à Bouaké, comme le Président l'a dit dans son message à la Nation, le 31 décembre 2022. Ce qui est plus important, c'est que nos populations vont circuler dans de très bonnes conditions », a expliqué Amédé Kouakou.

Ibrahim Diaby, Dg du Haut conseil du patronat des entreprises de

transport routier : « Si nous avons de bonnes routes, nous sommes sûrs de rentabiliser nos investissements »

Présent à la mise en service du poste à péage de l'autoroute Yamoussoukro-Tiébissou, côté Yamoussoukro, Ibrahim Diaby, directeur général du Haut conseil du patronat des entreprises de transport routier de Côte d'Ivoire a estimé qu'une bonne infrastructure routière contribue au développement de l'activité des transporteurs. « Tout ce qui est lié au développement des routes nous touche, dans la mesure où la

bonne route est un outil de développement du transport en Côte d'Ivoire. La politique de réalisation des routes est donc un facteur de développement des entreprises de transport. Si vous voyez l'argent qui est investi par les transporteurs pour l'entretien d'une flotte sur une mauvaise route, vous vous rendez compte que les transporteurs se saignent pour pouvoir travailler. Si vous voyez le même transporteur, avec la même flotte, sur une route comme l'autoroute Yamoussoukro-Tiébissou, vous allez voir que l'argent qui est investi pour l'entretien de la flotte baisse considérablement. C'est pour cela que nous, au niveau du secteur du transport, nous nous approprions cette politique de construction des routes. Quand on lance toutes les opérations

qui visent à entretenir ces routes, à préserver dans le temps, la bonne santé de ces routes, nous disons que c'est une bonne chose et c'est là que le péage prend toute sa place », a dit Ibrahim Diaby. Le directeur général du Haut conseil du patronat des entreprises de transport routier de Côte d'Ivoire a ajouté que des campagnes de sensibilisation des transporteurs ont été menées pour démontrer que le travail d'un bon transporteur est lié à la qualité de la route. « Si nous avons de bonnes routes, nous sommes sûrs de rentabiliser nos investissements, mais si nous avons de mauvaises routes, nous avons des difficultés pour rentabiliser nos investissements », a-t-il conclu.

Olivier Dion, envoyé spécial à Yamoussoukro

L'Ouest
Seule la Nature règne

« **ISSEY TABA** »

Côte d'Ivoire
Inspirante Terre d'Hospitalité

Côte d'Ivoire
OFFICE NATIONAL DU TOURISME

27 20 25 16 00
www.tourismecotedivoire.ci

 Côte d'Ivoire Tourisme 



CAN 2023 en Côte d'Ivoire

Danho Paulin annonce des infrastructures de qualité dans les délais impartis

Au cours de la présentation de vœux de nouvel An des agents du ministère des sports, le ministre Danho Paulin a donné l'assurance de livrer dans les délais des infrastructures de qualité pour la CAN 2023.

La traditionnelle cérémonie de présentation de vœux des agents du ministère des sports s'est déroulée le lundi 9 janvier 2023 dans les locaux de la direction générale des sports à Cocody-Bonoumin. A cette occasion, le ministre des Sports Danho Paulin a rappelé à l'ensemble du personnel du ministère que 2023 est une année particulière en raison de l'organisation de la CAN 2023 décalée en 2024. Le ministre des Sports a rassuré sur la détermination de son ministère à livrer des infrastructures de qualité dans les délais impartis.

« Je peux vous donner l'assurance que dans les délais impartis nous allons pouvoir offrir à la Côte d'Ivoire, à la CAF des infrastructures de grande qualité pour l'organisation d'une CAN exceptionnelle », a réaffirmé le patron

du sport en Côte d'Ivoire. Selon la feuille de route du ministère, les infrastructures sportives et d'hébergement seront livrées en avril 2023. Le ministre Danho Paulin a engagé ses collaborateurs à redoubler d'efforts pour livrer les infrastructures. « En tant que maître d'ouvrage de l'ensemble des infrastructures sportives et d'hébergement, nous avons la lourde responsabilité collective de faire en sorte que les prochains mois, les infrastructures soient non seulement terminées, mais homologuées par la CAF. C'est une mission importante. Pour ce faire, nous devons redoubler de vigilance, redoubler d'efforts et être focalisé sur les objectifs », a recommandé le ministre des sports. Au nom de l'ensemble du personnel, le Directeur de Cabinet Serges Sylvain Kouatouan a présenté les vœux de nouvel an et a réitéré au premier responsable du sport en Côte d'Ivoire, l'engagement et la détermination de ses collaborateurs à relever les défis déclinés dans la feuille de route.

Ange Kouadio